

## PARTIE 1

---

# PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE

*Gabriel Wackermann*

Le thème portant sur la Géographie des conflits implique l'ensemble des domaines géographiques, voire la transversalité scientifique, tant en ce qui concerne les conflits armés et non armés, externes et internes, que pour ce qui est des frontières externes et internes, matérialisées ou « dans les têtes ». Il requiert la prise en compte des espaces publics et privés, ainsi que de leur image (Berdoulay & Gomes, 2010), celle des sujets à même de provoquer de fausses bases conflictuelles, telles que celles relatives au changement climatique (Arezki, 2010) ou encore au domaine nucléaire (Tertrais, 2011)...

Il est des espoirs en la réussite d'une révolution pacifique et non d'une simple émeute. Les « révolutionnaires » parisiens, des éléments du peuple, qui sont allés chercher à Versailles le roi Louis XVI, entendaient initialement ramener dans la capitale réelle du royaume « le boulanger, la boulangère et le petit mitron », pensant que ce transfert allait résoudre la crise alimentaire. Partis d'un mouvement qui ressemblait même davantage à une forte manifestation de mécontentement qu'aux débuts d'une émeute, ils sont rentrés à Paris après avoir contribué à déclencher la Révolution, une révolution qui devait être sanglante par la suite.

Au début de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la construction du canal de Suez a été décidée pour raccourcir et renforcer les rapports interocéaniques, selon la doctrine saint-simonienne du « rapprochement des cœurs » par la réduction des distances à travers les percements isthmiques. Nous savons combien ce même Canal est devenu entre-temps une pomme de discorde tant militaire qu'économique.

**La violence est interface ou Janus (bifrons) dans l'univers des conflits. Elle s'exprime tant armée que non armée, passant de l'escarmouche au couteau de poche, qui peut être meurtrière, jusqu'à l'arme atomique qui annonce, lors de sa déflagration, une fin de monde.** Le simple « jeu » de la strangulation peut dévier vers le meurtre, sans recours aucun à une arme. Les bandes de jeunes dans les quartiers « hors la loi » évoluent constamment dans cette ambiance qui favorise à tout moment le conflit meurtrier, non armé ou armé. Les autorités publiques de toute obédience, qui décrètent le couvre-feu à titre de prudence, préfèrent prévoir le pire. L'histoire et le quotidien illustrent abondamment ce milieu humain jouant constamment avec le feu. Le mythe prométhéen devient constamment réalité. Faust, qui a fait appel aux esprits n'était plus à même de s'en débarrasser.

Indépendamment de la constante interférence de la violence dans les situations conflictuelles, **la pression en faveur de la non-violence ou d'une atténuation de la violence perdure, tant dans les rapports géopolitiques que dans l'organisation et le fonctionnement de l'existence quotidienne.** Engluée dans des luttes armées extérieures et intestines durant des millénaires, l'humanité n'est parvenue à commencer à se débarrasser partiellement de ce carcan

que depuis à peine un demi-siècle. Des pionniers lucides, de moins en moins rares, proclament la primauté du sociéto-social sur l'économique agressif et le politique guerrier.

Ne soyons, toutefois, pas dupes. Disons plutôt que l'Occident s'est délesté des conflits armés au détriment des pays en développement. Mais, en dépit de cette évolution, le même Occident n'a toujours pas réussi à limiter l'ampleur des conflits non violents, tant en matière économique et sociale qu'en ce qui concerne la géopolitique, bien au contraire. Ce même Occident a eu recours, par le truchement de la Croix-Rouge/Croissant-Rouge et les institutions œuvrant pour la paix, à défaut de mieux, à cette horrible expression selon laquelle il fallait « humaniser la guerre ». En évoquant les champs de bataille après le combat, Hiroshima et Nagasaki après le largage des deux bombes atomiques, nous avons tous compris ce que cela signifie. Nous avons décidé aussi d'orienter le nucléaire vers des applications pacifiques : la production énergétique, le domaine sanitaire... Mais **nous sommes demeurés complices de la négligence face à la précaution**. Pourtant depuis l'Après-Deuxième Guerre mondiale, de multiples alertes nous ont mis en garde. Il a fallu la catastrophe des centrales atomiques japonaises, en mars 2011, initiée par des catastrophes naturelles – séisme et tsunami – pour être rappelés à l'ordre. La confiance inadmissible accordée aux firmes privées, c'est-à-dire à l'ultra-libéralisme politico-économique, a conduit à la perte. Ailleurs, en France, par exemple, c'est la confiance démesurée dans les hauts fonctionnaires et le système étatique, au service de ce même libéralisme, qui pose problème.

## ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

AREZKI H., *Climat, mensonges et propagande*, 2010, Paris, Éd. Thierry Souccar, 320 p.

BERDOULAY V., GOMES P. C. (dir.), *Image et espace public*, 2010, Paris, L'Harmattan, Revue « Géographie et cultures », 73, 143 p.

TERTRAIS B., *Atlas mondial du nucléaire civil et militaire*, 2011, Paris, Autrement, 80 p.

WATSUJI T., BERQUE A., *Fûdo – Le milieu humain*, 2011, Paris, CNRS Éditions, 330 p.

## CHAPITRE 1

---

# DES CONFLITS ARMÉS AUX CONFLITS NON ARMÉS

*Gabriel Wackermann*

### I. NATURE DU CONFLIT

Le conflit est généralement l'aboutissement d'une plus ou moins longue période de mécontentement(s), de tentatives de conciliation, de refus irréversibles et d'irrédentismes, de rancœurs accumulées, d'échecs considérés comme définitifs. La non-contradiction, rappelons-le, est le point de départ de tout dialogue. Fréquemment, la ruse a remplacé la force, la diplomatie a devancé la guerre.

Observons, toutefois, que l'humanité se distingue, entre autres, de l'animalité par le fait que l'animal ne devient violent que lorsqu'il se sent en état de danger ; seuls les êtres humains fabriquent des armes et, notamment, celles destinées aux destructions massives. L'Homme apparaît avec toutes ses pesanteurs biologiques et socioculturelles, des pesanteurs qui influencent, conditionnent les situations conflictuelles. Se libérer du Diktat cérébral signifie aussi considérer la liberté comme un processus relationnel, tenir compte de la notion de délibération intime. Le mental et le cérébral évoluent en causalité réciproque.

Pour ce qui est des conflits avec les pouvoirs publics, la démarche « pacifique », appelée « non violente » a déjà été balisée depuis fort longtemps. Ainsi, John Ruskin (1819-1900) a entrepris une critique radicale du capitalisme industriel dans ses quatre articles publiés en 1860 sous le titre « Unto this last », paru en 1860, regroupés en un livre en 1862. Ruskin est venu contrer avec force la pensée économique classique, l'idéologie dominante à cette époque, représentée par Adam Smith, David Ricardo et John Stuart Mill. Il constate que l'ensemble du système économique alors en place a une responsabilité morale déterminante dans les échecs déjà constatés alors, observant que la théorie de l'offre et de la demande engendrait la misère en forçant les ouvriers à vendre leur force de travail pour trois fois rien, surtout lorsque l'emploi se raréfie. Il dénonce le creusement des inégalités, bref, l'imposture de la théorie économique classique. Il récuse la notion d'« homo economicus », dans la mesure où cet être est uniquement motivé par le désir de satisfaire son intérêt personnel. Ruskin, par contre, prône une richesse fondée sur une vie juste menée pour le plus grand bénéfice de la vie des autres. Il redéfinit dans le sens qu'« il n'est de richesse que la vie », les concepts de l'école classique, tels que l'utilité, l'échange, la valeur et, bien entendu, la richesse. Il s'oppose ainsi au principe de la bourgeoisie industrielle, repris par Guizot, selon lequel la richesse était garantie par les enfants, dans la mesure où les familles nombreuses contribuaient à fournir au patronat la main-d'œuvre bon marché qui lui permettait de créer sa fortune. Il se rebiffe aussi à l'encontre d'un autre adage de circonstance, selon lequel la richesse était le fruit du travail, un fruit qui revenait principalement sinon entièrement aux possédants (Ruskin, 1860).

L'avocat indien Gandhi a été transformé par l'ouvrage de Ruskin, y ayant découvert certaines de ses propres convictions profondes. Il s'est fait siennes les idées de Ruskin, inspirées d'ailleurs de l'évangile de Matthieu auquel celui-ci a emprunté le titre de son livre, se référant à la parabole des « ouvriers de la dernière heure ». Paraphrasant, la conception économique de Ruskin, Gandhi en a résumé trois enseignements principaux de la façon suivante :

- « le bien de l'individu passe par le bien de tous » ;
- « le travail de l'avocat a la même valeur que celui du coiffeur » ;
- « une vie de labeur, c'est-à-dire celle du laboureur et de l'artisan, est digne d'être vécue ».

**Contester le système économique signifie toujours entrer en conflit avec le système politique qui le sous-tend et inversement.** Ghandi a franchi le pas, de même que ses successeurs. Il s'est opposé ouvertement à la domination coloniale britannique imposée à son pays, l'Inde, un conflit « pacifique » au sens militaire du terme, qui a porté ses fruits, ses héritiers spirituels ayant pris le pouvoir officiellement au moment de l'Indépendance.

Sont nés ultérieurement des mouvements politiques à base de contestation de la pensée économique dominante, allant jusqu'à Martin Luther King. En Hongrie, en plein communisme-collectivisme, s'est déployé le mouvement Pagwach, à vocation internationale. De nos jours, se développent, timidement, certes, face au système fortement mondialisé en place, des expériences fondées sur l'éthique de la responsabilité préconisée par Ruskin et Gandhi : la promotion de la consommation responsable a donné naissance au commerce équitable, auquel s'est ajouté le commerce « bio » ; les entreprises ont été rappelées à leurs responsabilités sociales. Mais, face à la ténacité du système dominant, ne faut-il pas une mutation politique profonde à base de revendications et d'actions témoignant d'une compétence économique supérieure – en pensée, savoir et savoir-faire – à celle des techniciens hautement experts dans la continuité de la pratique du système actuel ? En outre, une volonté de changement plus que « pacifique » est sans doute indispensable pour accompagner les nécessités de renouveau (Wackermann, 2011).

**Depuis la chute des derniers fascismes européens, en Grèce, en Espagne et au Portugal, puis du système soviétique, le tout au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le règlement de nombreux conflits intérieurs et extérieurs a pu être amorcé par une action non-violente.** La fleur est devenue le symbole même de cette démarche. Le passage à la démocratie, assumé au Portugal par des responsables militaires, a eu comme emblème l'œillet. Dès lors, cette « Révolution de l'œillet » a été imitée en Ukraine, qui a eu sa « Révolution orange » et a donné le ton à bon nombre d'actions ultérieures. Les promoteurs des « Révolutions » dans le monde arabe se sont emparés de l'exemple de la non-violence et du modèle floral : la première d'entre elles, surgie en décembre 2010, à Tunis, a été baptisée « Révolution du Jasmin ». Est née aussitôt une nouvelle référence emblématique, celle de la place centrale de la ville capitale, sur laquelle ont eu lieu les manifestations de masse demandant « la liberté », donc le départ du dictateur au pouvoir. Une place aussitôt rebaptisée « Tahrir » (« liberté »), geste repris dans toutes les villes arabes en état d'insurrection pacifique, créant ainsi une véritable « chaîne » transarabe annonciatrice d'une ère nouvelle. Les insurgés de la liberté peuvent être comparés à ceux de la Révolution française, notamment ceux du Régiment « Sambre et Meuse » dont le chant guerrier rappelle qu'ils se sont lancés dans la bataille « sans pain et sans souliers », ayant comme arme essentielle leur force de conviction, faisant flèche de tout bois. Il est vrai que dans pareil affrontement, le détenteur public d'armes n'est jamais loin de la violence, surtout lorsque l'armée, théoriquement émanation, voire incarnation du peuple dans une démocratie, n'est pas acquise à la volonté du peuple.

## II. LE LOURD HÉRITAGE DES CONFLITS ARMÉS

Sans garde-fous, la violence aboutit facilement au recours à la force armée, individuelle ou collective, à travers des stades d'insécurité, de brigandage, de pillage, de terrorisme, jusqu'à l'émeute, la guerre civile, les guérillas (Schmitt, 2010) et, dans le cas de conflits internationaux, à la guerre ouverte. L'horreur, le non-sens de la guerre ont été exprimés de tout temps et partout sur le globe (encadré 1). Pourtant, les conflits armés se pérennisent en dépit de l'aversion suscitée, des douleurs endurées, des misères accumulées, des souvenirs macabres et du « plus jamais cela ! ». L'as de l'aviation français de la Deuxième Guerre mondiale, Pierre Clostermann, n'a-t-il pas conclu son ouvrage sur « Le grand cirque » que c'était tellement absurde, le dernier mort d'une guerre !

### Encadré 1 : Les guerres, au goût amer

Jean Lartéguy, le soldat-baroudeur-écrivain, décédé en 2011, à l'âge de 90 ans, a eu l'occasion d'être parmi les premiers sur les points chauds de la planète à partir de la Deuxième Guerre mondiale. En 1976, il a publié un livre-bilan, « La guerre nue », affirmant : « Je ne l'aime pas : la guerre m'ennuie, me gêne, me dégoûte, c'est une connerie. Je n'ai fait que défendre des remparts qui s'écroulaient, assister, impuissant, écœuré, à la chute de villes pourries qui s'abandonnaient. Avec dans le nez ces odeurs de fin de civilisation ».

En 1991, il ajoute à ses réflexions que « la guerre aujourd'hui n'est plus une aventure, elle est devenue une affaire technique, technologique où les hommes y ont moins d'importance que le matériel ». Les titres de ses écrits en disent long : « Les dieux meurent en Algérie », « Soldats perdus et fous de dieu », « Liban, huit jours pour mourir », « Mourir pour Jérusalem », « Tout homme est une guerre civile »...

Certaines guerres sont devenues tellement mémorables et ont continué à se rappeler à leur souvenir emblématique « dans les têtes ». Telle la guerre de Trente Ans (1618-1648), qui a été perçue par le peuple allemand comme un malheur et une autculpabilité, d'une part, comme une leçon du « jamais plus cela », d'autre part. Le souvenir des dissensions fratricides inhérentes notamment à l'intolérance religieuse a conduit, à travers les siècles, à faire prendre conscience d'une vocation allemande, celle de la nécessité de faire participer le peuple allemand, en 1848, à la volonté des princes au pouvoir encore absolu, de créer l'unité allemande par la voie pacifique. Les « faux » traités de Westphalie devaient être ainsi gommés par un vrai traité de paix conclu dans la « Paulskirche » à Francfort s/Main. Cette ambiance de sortie conflictuelle non armée devait néanmoins être consolidée par l'éviction de l'Autriche habsbourgeoise, empêchuse de l'unification allemande. La victoire militaire, en 1866, de la Prusse, à Königgrätz, a pu être interprétée symboliquement comme la fin de la guerre de Trente Ans (Sack, 2008). **En dépit d'avancées pacifiques, le recours à telle ou telle séquence armée demeure souvent une justification emblématique.**

Le colonialisme et le postcolonialisme sont à leur tour étroitement liés tant aux conflits armés qu'aux conflits non armés. Ressentiments coloniaux (encadré 2), luttes internes, tribales et autres, antagonismes agricoles et sociétaux, dissensions politiques... ont alimenté les conflits armés à travers de nombreux différends civils. L'Afrique d'aujourd'hui en est encore une illustration vivante. Aussi importe-t-il de quitter clichés et fantasmes, le recul aidant, pour analyser les situations avec finesse et dépasser le stade caricatural mais fort conflictuel de ce que Jean-François Revel, jeune professeur de philosophie progressiste, a relevé en son temps comme un aveuglement, à propos des événements en Algérie : « Les partisans de l'OAS sont à droite, ceux du FLN sont à gauche... » Un jugement nettement contesté dans sa brutalité simpliste par Louis Gardel dans « Baie d'Alger » (Gardel, 2011). N'oublions pas les actions humanitaires de Galliéni au Sénégal et de Lyautey au Maroc.

### Encadré 2 : « Historicité de l'État importé »

« L'historicité du politique en Afrique est, très classiquement, une historicité de terroirs [...]. Mais cette reconnaissance de l'historicité des terroirs sur laquelle est assis l'État postcolonial achève de ruiner la thèse courante de son extranéité génétique. Il est exact que le pouvoir national est volontiers identifié à une souveraineté exogène [...]. Ces représentations [...] étaient inévitables en Afrique dès lors que les dirigeants définissaient l'État « bien policé » contre la société, dans la continuité, effectivement, du modèle colonial. Pour autant elles ne doivent pas être prises pour argent comptant [...]. En vérité, la plupart des phénomènes dans lesquels l'on discerne des manifestations de la nature exogène de l'État postcolonial – le « tribalisme », « l'instabilité » – annoncent au contraire la réappropriation des institutions d'origine étrangère par les sociétés autochtones. Loin de trahir un défaut d'historicité et une aliénation culturelle, ils attestent la vigueur de la greffe coloniale et la vitalité de l'action politique qu'elle a suscitée ».

Jean-François Bayart, *L'État en Afrique*, Paris, Fayard, 1989, p. 322 (Smith, 2229).

Les « paix » s'étendant sur des portions d'espace mondial ont été, certes, sujettes à **caution**, parce qu'impliquant la soumission des peuples concernés à un régime autoritaire, et cela durant des siècles. Elles ont aussi apporté une relative paix intérieure par une maîtrise des frontières aux marges, par une certaine prospérité économique, un âge d'or de la culture et des arts... Telle la « pax romana » antique, en dépit de la chape impériale. Il est vrai que la « pax americana » contemporaine, fondée sur la force d'imposition états-unienne d'une solution unilatérale, a été constamment cahoteuse et féconde en conflits de toutes sortes. Avant le « 11 septembre 2001 », le financement du Renseignement, surtout du NSA, a été assuré à raison de 26,7 milliards de dollars par an. Il a été doublé après l'acte terroriste ayant frappé les deux tours du World trade center. Le sentiment sécuritaire primant tous les autres, l'angle de vue mondial est faussé dès le départ. D'autant plus qu'il implique de nombreuses contradictions dans la façon de concevoir la gouvernance du globe. Un État fédéral dans lequel le lobby des armes triomphe depuis toujours, et cela en faveur de l'individu, ne saurait se présenter comme le symbole de la vertu et de la justice mondiales. Plus de 200 millions d'armes à feu sont en circulation dans le pays pour un total d'environ 300 millions d'habitants ; 45 % des ménages en possèdent au moins une. En juin 2010, la Cour suprême a réaffirmé le droit individuel à posséder une arme à feu. C'est que, dans ce pays, bon nombre de personnes considèrent de génération en génération que la meilleure façon de se défendre est de se défendre soi-même, selon le principe très vieux, lui aussi, « Aide-toi, le ciel t'aidera ! » Dans ce cas, l'arme personnelle est donc considérée comme l'expression de la liberté individuelle.

**La professionnalisation récente de la guerre, à la faveur de l'exigence technologique, l'économisation des armées, l'a en même temps privatisée** et rendue fort alléchante pour les firmes privées d'appui stratégique, les sociétés militaires privées. L'externalisation de multiples fonctions militaires rend la Défense nationale et internationale plus fragile. Du coup, l'une des fonctions régaliennes des gouvernements s'est dégagée d'une façon ou d'une autre de la mouvance publique, « sacrée », livrant tout un pan des ressorts de l'État au marché, dont on connaît les marques de plus en plus marchandisées (revue *Sécurité globale*, 2009). **Conflits militaires et conflits non armés s'interpénètrent à la faveur de fonctions mixtes.**

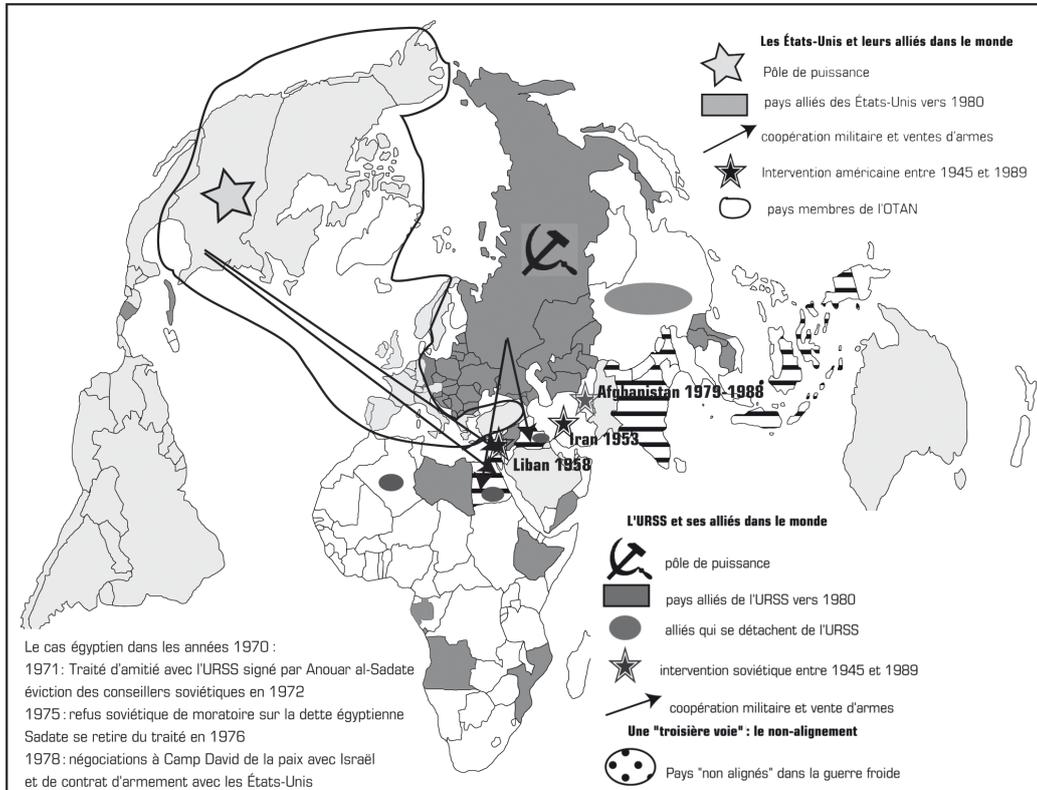
### III. L'ÉVOLUTION VERS DES CONFLITS NON ARMÉS

La **Guerre froide** a été une exportation de la guerre vers des foyers d'instabilité mondiale dans l'immense aire des pays faibles, pauvres. Elle a été imposée par les deux superpuissances d'alors, les États-Unis et l'URSS, tant en Asie qu'en Afrique, voire en Amérique du Sud. Le commerce des armes, favorisé par l'« aide aux pays en développement » octroyée par les deux Grands, fut prospère. Des armes qui se sont déployées loin des États-Unis et de l'Union soviétique, par petits États interposés. La figure 1 illustre cette façon de faire par l'exemple du Moyen-Orient.

Les folles dépenses militaires dans les pays en développement, entretenues généralement par les grandes puissances, réduisent de façon déterminante les efforts en faveur du développement socio-économique, de l'éducation et d'une formation adaptée tant aux nécessités locales, régionales et nationales qu'aux exigences d'une mondialisation qui entend être préoccupée des nécessités propres aux identités sociéto-territoriales non statiques.

En Afrique, par exemple, les conflits armés coûtent chaque année environ 18 milliards de dollars. 95 % des armes et munitions émanent d'États extérieurs à ce continent. Les dégâts humains, considérables, éloignent les réalisations économiques et sociales.

**Figure 1 : La guerre froide exportée au Moyen-Orient pour préserver « la paix » en Occident et en URSS**



Source : Hélène Thiollet, *Le Moyen-Orient : 50 cartes & fiches*, Ellipses, 2009.

Karl von Clausewitz, général et écrivain militaire prussien (1780-1831), auteur du plus mémorable traité sur la guerre, a averti en son temps : **pour préserver la paix, il convient de bien préparer la guerre**. Une guerre qui n'est donc pas inéluctable, à condition de savoir se faire entendre à travers des stratégies (Luttwak, 2010) suffisamment convaincantes pour servir de repoussoir. Cela s'est traduit, dès la fin du deuxième conflit mondial, par la mise en place d'un système de **dissuasion** focalisé sur le danger nucléaire. La création du parapluie atomique états-unien, tant dans l'aire atlantique que dans celle du Pacifique, a visé le placement sous tutelle des Allemands et du Japon. Les grandes puissances alliées sorties vainqueurs de la guerre se sont aussitôt constituées préservatrices contre une guerre atomique, en veillant jalousement sur l'interdit nucléaire. Mais ni la France, ni la Grande-Bretagne, ni l'URSS ne se sont contentées du statu quo, aspirant à l'entrée dans le « club » des puissances atomiques, tout en excluant d'autres tentatives. La dissuasion a néanmoins saisi la République populaire de Chine. Iran et Corée du Nord continuent à se préparer pour devenir des puissances nucléaires.

Il existe bel et bien un « droit de la guerre », une législation internationale régissant et légitimant la guerre, distinguant celle-ci des agressions militaires sauvages qui ne respectent ni les principes de déclaration de guerre ni les interdictions humanitaires parmi lesquels le droit à l'eau potable, aux soins des militaires blessés, à la protection des populations civiles. Cette législation impose aussi un ou des signes distinctifs – uniforme, brassard... – permettant aux combattants « réguliers » d'être considérés comme tels et de bénéficier d'égards tels que le statut de prisonnier de guerre, à l'encontre des bandes armées, des rebelles, des partisans... Dans ce cas, le droit est destiné à contrer la violence. Dans d'autres situations, toutefois, le droit, tout en étant légal, n'est pas considéré comme légitime par des populations opprimées qui

aspirent alors, en recourant à la violence, à un nouveau droit prenant en compte des situations particulières.

Demeure la plaie des marchands d'armes, des pourvoyeurs de « chair à canon ». Et cela d'autant plus que les moyens utilisés sont toujours plus sophistiqués. Ainsi, en dépit de leurs coûts exorbitants, les avions de combat ont fait l'objet, au cours des années 2005-2010, d'un tiers environ des transferts mondiaux de gros armements. Vendus principalement dans les pays émergents, ils risquent de déstabiliser les régions où ils sont engagés. Selon l'Institut international de recherche pour la paix (SIPRI), localisé à Stockholm, les constructeurs états-unis et russes se placent en tête des ventes, ceux d'Europe se répartissent le restant du marché. Les clients, par contre, sont proche-orientaux, notamment les Émirats arabes unis et Israël. L'Inde est principalement cliente de la Russie (chez Sukhoi et MiG). Au Pakistan, les Américains ont repris leurs livraisons d'armes de combat de F16, espérant aussi en vendre à l'Inde. Tous ces clients n'entendent pas en rester aux achats d'avions destinés à la défense ; ils visent l'acquisition d'armements offensifs aptes à frapper leurs ennemis en profondeur. Israël a commandé des bombes capables de percer des bunkers, les Émirats des missiles de croisière d'une portée supérieure à 220 kilomètres.

**Éviter le conflit armé dès lors qu'il peut être atténué ou réglé par des moyens non armés. C'est ce que la lente progression de la mondialisation de la pensée et de l'action tente de réussir depuis que le président des États-Unis, Thomas Woodrow Wilson, a lancé l'idée de la Société des nations, en guise de « conclusion » de la Grande Guerre, et que l'un de ses successeurs tout aussi prestigieux, Franklin Delano Roosevelt, a préparé, en 1944, la remise en route du monde meurtri, par l'idée des Nations unies et du Conseil de sécurité, ainsi que par les accords de Bretton Woods, signés en juillet 1944, portant sur la création d'un système monétaire international et d'une banque de reconstruction.**

N'oublions pas qu'en dépit des apparences, la période consécutive à la Grande Guerre et, surtout, celle qui a inauguré le monde actuel depuis 1945, ont donné lieu à d'intenses efforts d'institutionnalisation de la paix mondiale, depuis l'élaboration du Droit des nations jusqu'à l'émergence de véritables fondements d'une politique internationale à base de dialogue interétatique (Maschke, 2005).

#### IV. LA PRÉDOMINANCE ACTUELLE DES CONFLITS NON ARMÉS

La fin de la Guerre froide a correspondu au début de l'affaiblissement structurel et idéologique de l'État-support du communisme-collectivisme soviétique, l'URSS. Si le système militaire est demeuré intact en apparence, si le Pacte de Varsovie, l'« anti-OTAN », a continué à fonctionner administrativement, si la terreur armée et policière a découragé d'éventuels mouvements de manifester contre le régime, l'édifice était, de fait, fortement vermoulu. En 1989, l'année de toutes les surprises, la vérité sur l'État de force a éclaté et, contrairement aux apparences, l'ensemble du système s'est écroulé en quelques mois. Certes des signes avant-coureurs existaient depuis fort longtemps : les réformes tolérées par Moscou après la répression sanglante de Budapest en 1956, celle, « pacifique » du « Printemps de Prague », celle, relativement pacifique également, de la révolution polonaise entreprise par Solidarnosc... C'est qu'en Allemagne de l'Est, en République démocratique allemande (RDA), les Églises, surtout protestantes – le protestantisme y est majoritaire –, sont restées la conscience morale de la société pendant toute la durée du régime dictatorial ; des Églises indirectement « protégées » internationalement par la République fédérale d'Allemagne (RFA). **C'était au cœur de Leipzig, autour de et dans l'église Saint-Nicolas que s'est formée la vague humaine, le 9 octobre 1989, qui allait abattre le « Mur de la honte », les forces armées, laissées sans ordre, ayant assisté sans intervenir aux agissements révolutionnaires d'une foule non-violente.**

Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les armées, l'Armée, ont su, cependant, jouer aussi un rôle géopolitique en faveur du progrès. Telles les armées latino-américaines placées sous le commandement de généraux indépendantistes, anticolonialistes (Bolivar, Sucre...). Telle l'armée égyptienne qui a renversé pacifiquement, en 1952, le roi Farouk, considéré comme l'expression